



L'étrange attitude du gouvernement à l'encontre de la fonction publique...

L'UNSA Police et sa fédération, la FASMI, constate la volonté du gouvernement de dégrader la rémunération des policiers et de tous les agents du ministère de l'Intérieur.

Le ministre de l'Intérieur et le Président de la République ont été, à plusieurs reprises, alertés par Philippe Capon, secrétaire général, sur l'impérieuse nécessité de ne pas remettre en cause tant le protocole d'accord signé le 11 avril 2016, que la promesse électorale du candidat Emmanuel Macron de revaloriser les pensions des fonctionnaires...

Depuis plusieurs mois, les décisions prises par le gouvernement sont autant de signaux inquiétants: Jour de carence, gel de la valeur du point d'indice pour 2017 et pour 2018, hausse de la CSG non compensée intégralement sur la durée et sans gain de pouvoir d'achat, report d'un an de la mise en œuvre du protocole PPCR...

Aujourd'hui, une première réponse négative nous a été apportée par le gouvernement, au travers du Conseil Supérieur de la Fonction Publique d'Etat, qui s'est tenu le 08 novembre 2017...

« Nous demandons au Président de la République et au ministre de l'Intérieur de respecter le calendrier du protocole d'avril 2016 et d'apporter sans tarder des réponses précises à nos légitimes questions.

Nous réitérons notre demande de réunion de la commission de suivi du protocole. Il y a cependant une limite à la patience...»

Philippe Capon, Secrétaire Général

UNSA Police, le langage de vérité !